

	institutions camerounaises			Dialogue et réflexion déjà initiés en association avec les parties prenantes et volonté affichée par les parties prenantes. Formalisation de la coordination à travers la signature d'une convention de financement avec le gouvernement camerounais et mise en place d'un cadre de suivi conjoint.
3 Personnes et organisation	Absence de développeurs candidats aux mises en marché	Faible	Haut	L'Action elle-même contribuera à rendre le secteur attractif et à sensibiliser les entrepreneurs camerounais et étrangers implantés au Cameroun. Les mesures d'appui pourront être utilisées pour des efforts de sensibilisation.
4 Aspects légaux et réglementaires	Le cadre légal ne permet pas la mise en œuvre de projets par les Producteurs d'Electricité Indépendant	Faible	Haut	Un dialogue politique est en place qui permettra de renforcer si nécessaire le cadre légal. La réglementation camerounaise permet le développement de projets de production avec des PEI.

Enseignements tirés:

Il s'agit de tirer les enseignements des initiatives de financement de projets EnR au Cameroun depuis ces 15 dernières années. L'Union européenne soutient le développement de l'électrification au Cameroun depuis 2006, avec la publication du premier appel à proposition de la Facilité Energie (EuropeAid/123607/C/ACT/ACP). 15 ans plus tard, et tel que constaté lors de l'évaluation finale de ce financement¹², le niveau de réalisation des projets financés aura été plutôt faible, notamment s'agissant des projets visant le développement des capacités de production électrique. Sur 6 projets de centrales électriques, seule la petite centrale hydroélectrique de Mbakaou Carrière aura pu être mise en service. D'autres initiatives sont venues compléter les moyens financiers mis à disposition des développeurs de projets de production d'électricité (ElectriFI, EFSD), mis en œuvre par des EDFIs partenaires de l'UE et d'autres bailleurs ont également proposé des initiatives ciblant les projets EnR (SUNREF par l'Agence Française de Développement), sans obtenir les résultats escomptés. En parallèle, 3 projets de production électrique majeurs auront pu aboutir : barrage de M'emvele (Financement Etat du Cameroun), centrale à gaz de Kribi (PEI), barrage de Nachtigal (PEI).

Si le développement de projets de mini-centrales EnR (< 5 MW) impose des exigences comparables en matière d'instruction administrative et de capacité technique et professionnelle des développeurs que les grands projets de barrages ou de centrales thermiques, il est toutefois important d'ajuster les conditions d'instruction de ces projets afin d'en adapter les coûts et délais. La même démarche s'impose en ce qui concerne les moyens financiers permettant d'assurer le développement des projets EnR. L'accès aux financements des banques de développement devrait être ajusté pour que des projets d'envergure plus réduite puissent également avoir accès à des financements adaptés à ce type d'investissement (emprunts de long terme, taux d'intérêts, périodes de grâce, garanties bancaires) tout en prenant en compte les impératifs auxquels sont soumis les IFIs en termes de coûts de transaction.

¹² FED/2019/411308